
L'archéologie préventive en Afrique centrale (Cameroun et Gabon) ; un outil du développement.

Richard Oslisly

Résumé

En Afrique centrale, l'archéologie préventive permet depuis plus d'une décennie d'accéder à des données considérables, jusqu'ici inaccessibles, et qu'il aurait été difficile à l'archéologie classique de fournir. Elle apparaît comme une excellente opportunité pour la connaissance du passé africain ; elle participe à la formation d'étudiants et est même devenue une source d'emploi ; et elle permet d'étoffer les collections des musées nationaux. Chaque projet d'archéologie préventive est une expérience très positive et démontre qu'il est possible, sans impacts économiques préjudiciables, d'avoir une collaboration fructueuse entre scientifiques et acteurs du développement.

Mots-clés : Archéologie préventive ; Afrique centrale ; Impact économique

En Afrique centrale, l'archéologie préventive, une discipline scientifique récente, permet depuis plus d'une décennie d'accéder à des données considérables, sans commune mesure avec celles que l'archéologie habituelle permet de fournir (Oslisly 2010). L'ouverture et les décapages effectués par des engins de terrassement lors de grands travaux publics ont permis d'accéder à des zones jusqu'ici inaccessibles du fait de leur importante couverture forestière, et qui dès lors ont pu faire l'objet de prospections et de fouilles.

Après une présentation du contexte et du champ de l'archéologie préventive, de ses différentes phases et de son cadre réglementaire, nous allons livrer quelques exemples de projets aboutis au Cameroun

et au Gabon, et indiquer les effets positifs de ce type de recherches en Afrique centrale.

L'Archéologie Préventive

Dans le cadre des grands travaux publics, l'archéologie préventive intervient lorsque des opérations de terrassements pourraient altérer ou détruire des éléments du patrimoine culturel enfoui. C'est une discipline scientifique récente qui, désormais en Occident, fait partie intégrante de l'archéologie. En Afrique centrale, les archéologues, tout en sensibilisant les bailleurs de fonds et les autorités administratives, essaient de l'intégrer dans les études d'impact environnemental (EIE) afin d'obtenir des financements et ainsi, de définir un calendrier de travail qui comportera les temps de prospection, de fouille et d'étude.

Dans la sous-région, plus précisément au Cameroun et au Gabon, l'archéologie préventive représente actuellement 8 projets archéologiques sur 10. Dans cette région couverte par d'importantes forêts tropicales, les terrassements et ouvertures de sols sont des occasions uniques pour les archéologues d'enregistrer le maximum d'indices et de traces, de collecter la moindre information, afin d'étudier les vestiges archéologiques puis de les interpréter. C'est seulement une fois ces étapes successives menées à leur terme que l'on pourra mieux comprendre la vie des populations anciennes dans leur contexte environnemental. Depuis une quinzaine d'années, la masse des résultats rassemblés enrichit et transforme notre vision du passé. Les archéologues en restituent les grandes lignes au public en produisant des conférences, des expositions, des colloques, des livres et différents produits multimédias.

Quatre phases importantes sont distinguées dans la mise en place d'un projet d'archéologie préventive :

- L'étude documentaire fondamentale permet de dresser un bilan des connaissances archéologiques, le plus exhaustif possible pour la région concernée ou environnante.

- Le diagnostic ou l'étude d'impact archéologique est réalisé par une prospection systématique visant à détecter les indices témoignant d'une occupation humaine, selon une méthodologie appropriée au contexte tropical (Oslisly et White 2003), par une évaluation des traces sur les sites repérés pour en estimer l'étendue, l'état de conservation, pour mesurer l'importance des sites et enfin l'impact potentiel de l'aménagement envisagé.

- La fouille archéologique intervient lorsque le site est jugé

important ou de haute priorité sur le plan culturel ou chronologique. Il est alors décapé selon les méthodes adaptées à son contexte.

- La dernière phase va concerner les publications scientifiques, les conférences et les expositions pour le grand public.

Le cadre réglementaire de l'archéologie préventive

L'archéologie préventive, depuis 2000, est devenue l'outil de travail des archéologues qui œuvrent en Afrique centrale. Pour rappel, elle est composée de deux interventions archéologiques, une phase de diagnostic suivie par une phase de fouilles, toutes deux mises en œuvre lorsque des travaux d'aménagement et de terrassement sont susceptibles d'affecter des éléments du patrimoine archéologique enfoui.

Il existe une réglementation internationale dont le Cameroun et le Gabon sont signataires avec la convention 1972 de l'UNESCO qui concerne la protection du patrimoine culturel et naturel mondial et qui a été ratifiée respectivement en 1982 pour le Cameroun et en 1986 pour le Gabon. Cette convention vise à éviter toute négligence vis-à-vis du patrimoine lors des projets de construction et préconise la protection du patrimoine culturel contre toute forme de dégradation, de destruction, de transformation, d'aliénation, d'exportation, de pollution, d'exploitation, ou toute autre forme de dévalorisation. Elle impose également de signaler toute découverte de nature archéologique et de faire appel aux spécialistes afin d'examiner l'ampleur et d'évaluer le degré de conservation des trouvailles.

Sur le plan national, au Cameroun, les actions développées en vue de l'exploitation et de la sauvegarde des patrimoines culturels et naturels relèvent des lois :

- n°2013/003 du 18 avril 2013 régissant le patrimoine culturel du Cameroun, qui a remplacé la loi n°91/008 du 30 juillet 1991.
- n°96/12 du 05 Aout 1996, (chapitre III, section IV, articles 36 et 39 ; chapitre IV, article 65) portant sur la loi-cadre relative à la gestion de l'environnement, qui stipule que la protection, la conservation et la valorisation du patrimoine culturel et architectural sont d'intérêt national.

Quant au Gabon, les actions développées pour la protection des patrimoines culturels et naturels relèvent des lois suivantes :

- n°2/1994 portant sur la protection des biens culturels du Gabon (articles, 1, 2, 3, 35, 36, 63, 64 et 65). La nouvelle loi, qui est en cours de finalisation, va renforcer les actions de protection du patrimoine

par le développement systématique de programmes d'archéologie préventive.

- n°003/2007, relative aux parcs nationaux, qui vise dans le cadre du processus de développement de la conservation du patrimoine naturel et culturel national, à promouvoir une politique de protection et de valorisation durable dans les parcs nationaux (articles 2, 3, 30 et 62).

Fort de ce cadre réglementaire, le financement des grands projets a conduit peu à peu à l'intégration d'une politique orientée vers le sauvetage puis la protection du patrimoine archéologique au Cameroun et au Gabon, ainsi que le renforcement des capacités locales.

Les acteurs de l'archéologie préventive

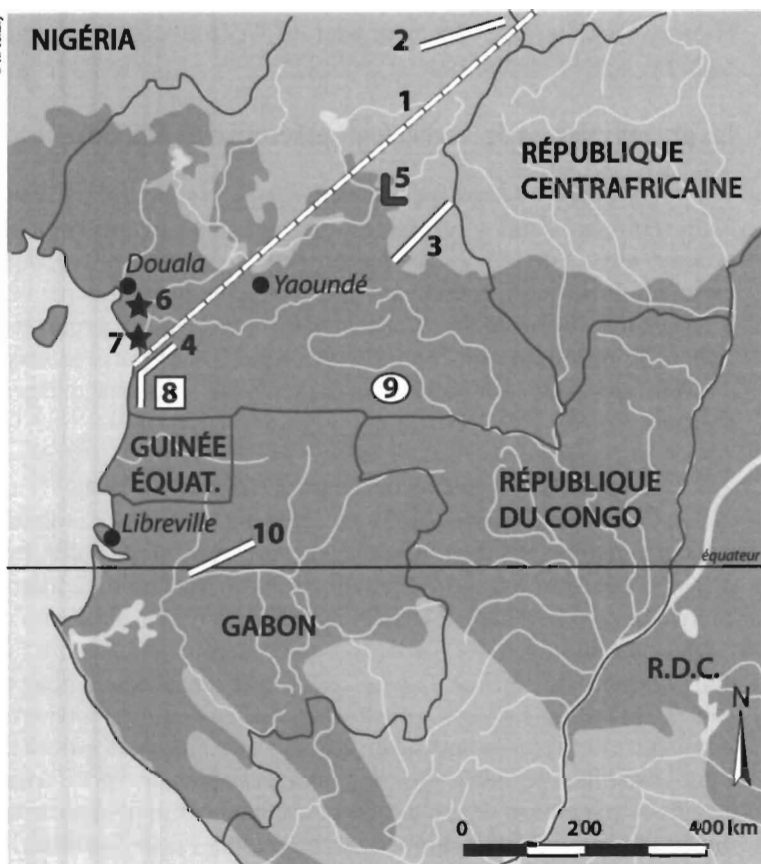
En essayant de faire respecter les lois de protection du patrimoine culturel, tout en sensibilisant les bailleurs de fonds qui ont su faire remonter l'information aux autorités étatiques, il a été possible d'élaborer au préalable des programmes de sauvetage archéologique (après le démarrage des terrassements) qui, par la suite, se sont systématisés pour devenir des programmes d'archéologie préventive (avant le début des terrassements).

Les acteurs de la protection du patrimoine sont classés en deux groupes, le premier est constitué d'archéologues, le second, de bailleurs de fonds qui œuvrent au respect du cadre réglementaire.

Les archéologues dits « seniors » sont africains, issus des universités de Yaoundé, de Ngaoundéré ou de Libreville, et européens, issus d'institutions (Institut de recherche pour le Développement - IRD) ou d'universités (Université Libre de Bruxelles - ULB), et qui travaillent en concertation depuis dix ans sur les projets d'archéologie préventive. Ils s'appuient sur des archéologues dits « juniors », étudiants expérimentés ayant une très bonne connaissance des techniques et méthodologies utilisées lors de ce type d'opérations.

L'archéologie préventive ne pourrait se faire sans l'aide des bailleurs de fonds que sont les institutions internationales, les entreprises privées et les organismes non gouvernementaux sensibilisés au patrimoine culturel. Par exemple, la Banque mondiale a tenu un rôle d'arbitre dans le pipeline Tchad/Cameroun, l'Union Européenne pour les infrastructures routières du Cameroun, l'ONG néerlandaise Tropenbos dans le cadre de l'Unité technique opérationnelle de Campo Ma'an, le consortium Banque Mondiale et Banque Européenne pour les centrales thermiques de Douala et de Kribi et au Gabon, l'Agence

© R. Oslidy



- 1. Pipeline Tchad/Cameroun Exxon ;
- 2. Axe routier Ngaoundéré/Touboro/Bogdibo ;
- 3. Axe routier Bertoua/Garoua-Boulai ;
- 4. Axe routier Lolodorf/Kribi/Campo ;
- 5. Barrage du Lom Pangar ;
- 6. Centrale thermique de Douala ;
- 7. Centrale thermique de Kribi ;
- 8. UTO de Campo Ma'an ;
- 9. Concession minière de Mbalam ;
- 10. Axes routiers Médoumane/Lalara et Médoumane/Ndjolé.

Figure 1 – Localisation en Afrique centrale atlantique des projets d'infrastructures comprenant un volet d'archéologie de sauvetage ou préventive

Française pour le Développement pour les axes routiers Médoumane/Lalara et Ndjolé/Médoumane (Figure 1).

Les projets relevant de l'archéologie préventive en Afrique centrale

Ces projets de construction sont le parfait exemple d'une conciliation entre contraintes techniques et exigences culturelles dans le plus profond respect de la préservation du patrimoine culturel. Quelques exemples illustrent la réussite de cette politique de sauvegarde et de préservation du patrimoine archéologique menée au Cameroun et au Gabon. Ils montrent que l'archéologie préventive est aussi le moyen d'obtenir des données nombreuses et de qualité sur les peuplements anciens.

Le Pipeline Cameroun/Tchad, Consortium Cotco/Totco (2000-2004)

Il est sans conteste la référence non seulement au Cameroun, mais plus généralement en Afrique Centrale, concernant l'archéologie préventive et de sauvetage. Au sein du projet de pipeline Tchad/Cameroun a été créé « un plan de réduction de l'impact archéologique » qui a permis de découvrir 472 sites (302 au Cameroun et 170 au Tchad) dans l'emprise du pipeline. Dans le cadre de ce travail, les compagnies pétrolières ont opté pour la constitution de deux équipes mixtes (archéologues locaux et étrangers) au Cameroun et au Tchad, qui ont travaillé ensemble et cohabité plus de trois ans. Le plan de réduction, au-delà de sa dimension de gestion du patrimoine culturel, apporte une masse sans précédent de données archéologiques pour la préhistoire de l'Afrique centrale. Il a permis non seulement la collecte de données nouvelles dans des régions jusque-là inconnues et inaccessibles, mais il a aussi livré des données exceptionnelles. L'analyse de 107 sites, dont 49 ont été datés au radiocarbone, a été une opportunité unique de définir des cadres chrono-culturels dans une région de l'Afrique centrale qui était alors en grande partie encore inconnue (Lavachery *et al.*, 2005a, 2005b, 2010).

Archéologie préventive sur les sites des centrales thermiques de Dibamba et de Mpolongwé (Cameroun)

Face à la demande croissante en énergie électrique du pays, la société camerounaise AES Sonel à travers sa filiale Kribi Power Development Company (KPDC) a été amenée à construire deux centrales thermiques à Dibamba-Yassa et à Mpolongwé respectivement près de Douala et Kribi. Sur ces deux sites, la filiale KPDC, respectueuse de la



Fouille de structures archéologiques dans la tranchée du pipeline Cameroun-Tchad.

demande de préservation du patrimoine archéologique formulée par les bailleurs de fonds (Banque mondiale et consortium de banques européennes) a financé le volet d'archéologie préventive ; en 2007 une première phase de diagnostic des deux sites a révélé un grand nombre d'artéfacts semblant suggérer la présence d'un riche patrimoine archéologique enfoui.

En 2008, la construction de la centrale de Dibamba s'est déroulée sur un terrain de six hectares et a nécessité le dégagement d'une grande quantité de terre. Les fouilles ont été menées pendant 35 jours en étroite collaboration avec une entreprise locale de travaux publics afin d'orienter les travaux d'enlèvement de terre (270 000 m³) en fonction de l'avancée des travaux archéologiques. Sur ce site, il a été découvert 223 structures archéologiques correspondant à 218 structures en fosses et 5 niveaux archéologiques. Les vestiges matériels (592 kg) sont constitués d'objets de pierre, de poteries, de faïence anglaise, de restes d'activités métallurgiques, de perles et du verre. La poterie que l'on retrouve dans les structures est très variée avec des décors réalisés au peigne, à la roulette en bois gravée, la roulette végétale et au bâtonnet. Les restes d'activités métallurgiques sont constitués de

tuyères et de scories, attestant ainsi d'une grande maîtrise des techniques de réduction du fer. Les perles bleues et blanches, la faïence, et le verre témoignent des contacts et des échanges des populations de Dibamba avec les premiers européens (Oslisly et al., 2008). Les résultats des analyses au carbone 14 confirment l'existence d'une présence humaine discontinue depuis 2000 ans, avec un âge du fer ancien (1^{er} – 3^e siècles) suivi par une longue séquence (10^e – 20^e siècles) de l'âge du fer récent aux premiers contacts avec les européens.

C'est en 2010 qu'a débuté la construction de la centrale thermique de Mpolongwé sur un terrain de 22 hectares. Les fouilles ont été menées pendant 105 jours en étroite collaboration avec l'entreprise de travaux publics Razel afin de ne pas freiner l'avancée des travaux d'enlèvement de terre (70000 m³). Au cours de ces travaux, les archéologues ont découvert 50 structures archéologiques correspondant à 37 structures en fosses, 12 niveaux archéologiques horizontaux comportant des éclats de pierres taillées et une forge. Les vestiges matériels (392 kg) sont constitués d'objets de pierre, de poteries, de faïence, de restes d'activités métallurgiques, de perles, de verre et d'outils en fer (Oslisly *et al.*, 2010). La poterie que l'on retrouve dans les structures est très variée avec des décors réalisés au peigne pivotant avec des roulettes en bois gravée et/ou végétale. Les restes d'activités métallurgiques sont constitués de tuyères, de scories et de très nombreuses pointes en fer attestant ainsi d'une grande maîtrise des techniques de réduction du fer. Les perles, la faïence et le verre témoignent des contacts et des



Fouille de structures en fosse archéologie preventive site de la centrale thermique de Kribi, Cameroun

échanges des populations de Mpolongwé avec les premiers Européens et particulièrement avec les Allemands à la fin du 19^e siècle. Les résultats des analyses radiométriques confirment une présence humaine discontinue depuis 10 000 ans à nos jours avec une longue occupation de groupes néolithiques dans le dernier millénaire avant J.C.

L'archéologie préventive du barrage hydroélectrique du Lom Pangar (Cameroun)

En 2005 à la confluence du Lom et du Pangar (Est du Cameroun), une prospection préliminaire d'une vingtaine de jours a permis de découvrir 23 sites archéologiques. La chrono-séquence du peuplement de la région en corrélation avec les données obtenues sur le pipeline COTCO (2000-2004) et le volet d'archéologie de sauvetage de la route Bertoua/Garoua-Boulaï (2000-2002) se situe au début de notre ère. Le projet du barrage de Lom Pangar sommeillait par faute de financement. Depuis 2011 à la faveur de travaux de terrassement préparatoires, des opérations de prospections archéologiques sont menées afin de délimiter les zones à fort impact patrimonial dans le cadre du PGES (Programme de Gestion Environnemental et Social) financé par l'Agence Française de Développement et la Banque Mondiale. Un important programme d'archéologie préventive a été retenu par les bailleurs et va se réaliser à partir de cette année. Lom Pangar va ainsi devenir le projet-phare de l'archéologie préventive en Afrique centrale par l'importante superficie (600 km²) qui va être mise en eau, et par le nombre d'archéologues impliqués.

L'archéologie préventive de l'axe routier Médoumane / Lalara (Gabon)

Au Gabon, même si la loi sur la protection du patrimoine culturel a été promulguée par l'Assemblée nationale en 1994, il a fallu attendre 2004 pour voir les décideurs (Ministère des Travaux Publics.), les bailleurs (Agence Française de Développement) et les constructeurs (Société Dragages Gabon), dans le plus pur respect de la loi de 1994, permettre aux archéologues de mener à bien un programme de sauvetage archéologique sur la route Médoumane/Lalara et de révéler une très longue présence humaine sur près de 100 000 ans (Oslisly et Assoko Ndong, 2006). La découverte de 56 sites et 2 mines d'extraction du minerai de fer sur 84 km de cet axe routier (un site tous les 1 500 m) a permis de combler en partie les connaissances dans une région où rien n'était connu. Ces découvertes et les premières analyses du matériel (85 Kg) apportent également de remarquables informations : la majorité des sites inventoriés se positionnent sur des sommets de col-

line de type demi-orange, confirmant ainsi la méthode de prospections archéologiques en forêt équatoriale (Oslisly et White, 2003) qui favorise la recherche d'artefacts sur les sommets de collines.

Cette position dominante est un facteur important dont il faudra toujours tenir compte dans la prévision de futurs grands travaux routiers, ferroviaires ou miniers au Gabon, au Cameroun et en Afrique centrale forestière. Ce fut une expérience très positive qui a montré qu'il était possible d'avoir une collaboration fructueuse entre scientifiques et acteurs du développement pour le bénéfice de tous et sans impacts économiques préjudiciables.

L'archéologie préventive se poursuit depuis 2012 sur l'aménagement du tronçon routier Ndjolé/Médoumane avec les mêmes protagonistes.

Conséquences positives des recherches préventives

L'archéologie préventive a permis d'accéder aux données qu'il aurait été difficile à l'archéologie classique de fournir. Les zones considérées comme inaccessibles ont fait l'objet de prospections et de fouilles grâce à l'ouverture des zones forestières et aux décapages par des engins de terrassements.

De nouvelles connaissances historiques et de nouvelles méthodologies

Les résultats issus de ces recherches ont repoussé le peuplement ancien à 100 000 ans avant l'actuel. De manière générale, quelles que soient les zones géographiques d'intervention de l'archéologie préventive, les établissements anciens comportent des vestiges de l'âge de la Pierre, un stade Néolithique, un âge du Fer et une période précoloniale. Les vestiges révèlent l'utilisation d'une culture matérielle diversifiée – pierre, céramique et fer – dont la maîtrise est attestée par de nombreux artefacts de qualité.

Par ailleurs, au Cameroun et au Gabon, si certaines méthodes de recherche classiques telles que les repérages visuels au sol des vestiges ou l'exploitation cartographique sont employés, des procédés particuliers sont utilisés, à l'exemple des tarières pour l'évaluation du potentiel archéologique du sous-sol ; le décapage par les engins du génie civil (pelle excavatrice, bulldozer, niveleuses...) met réellement en évidence des traces archéologiques grâce à une étroite collaboration avec les conducteurs d'engins et des moniteurs formés.

Opportunités et perspectives

L'archéologie préventive et de sauvetage apparaît comme une opportunité remarquable pour la connaissance et la reconstitution de l'histoire ancienne du Cameroun et du Gabon ; par ailleurs elle participe, dans les universités, à la formation d'étudiants dont les sorties sur le terrain sont rares, et contribue à leur obtention de diplômes (trois doctorats et deux masters professionnels). Elle est désormais une source d'emplois ponctuels comme ce fut le cas sur le pipeline Tchad/Cameroun et dans les autres projets (centrales thermiques de Dibamba ou de Mpolongwé), et elle va enrichir en artefacts les futures vitrines des musées comme celles du musée des civilisations du Cameroun à Dschang (Djache Nzefa 2012). C'est grâce au pipeline Tchad/Cameroun qu'a été créé à Yaoundé le dépôt archéologique d'Ekounou afin de réceptionner le matériel archéologique de ce projet et l'entreposer dans de bonnes conditions. Actuellement ce dépôt est déjà saturé et de nouvelles extensions sont nécessaires, car le volet archéologique du barrage de Lom Pangar va débiter. Il faut également que le Cameroun et le Gabon se dotent de moyens en hommes et en matériel, en créant des unités d'intervention en archéologie préventive au sein du ministère de la culture et de ses directions régionales. La prise en compte de l'archéologie dans les divers projets devrait être de plus en plus importante pour une relance de l'archéologie africaine, d'autant plus que la reprise économique impliquera de grands travaux d'infrastructures ; à l'instar du Cameroun et du Gabon, mais à un degré moindre (Oslisly et Assoko Ndong, 2006), les autres pays d'Afrique centrale forestière – Congo, Guinée Equatoriale... – connaissent eux aussi de grands travaux de construction mais l'archéologie préventive y est encore « le parent pauvre » par manque de potentiel humain. Le cadre législatif et coercitif doit être renforcé dans le but d'obliger les acteurs à accepter les études d'impact archéologiques. Les décideurs et les bailleurs de fonds doivent être davantage sensibilisés à l'intégration du volet archéologique dans tous les grands projets de développement. Le sous-sol de l'Afrique centrale riche en pétrole, manganèse, fer et autres minerais... l'est également d'un patrimoine culturel archéologique et historique insoupçonné. Il y a là un héritage enfoui qui ne doit pas être négligé ou perdu, mais qu'il faut au contraire connaître, repérer et gérer pour pouvoir le transmettre aux générations futures. Face au rythme important des grands travaux qui risquent de faire disparaître ce patrimoine, une politique de préservation et de conservation à l'échelle de la région (Ould M. Naffe *et al.*, 2008) doit être développée en se dotant de véritables moyens institutionnels et techniques.

Références

- Djache Nzefa S. (dir.). 2012 – *Les Civilisations du Cameroun : histoire, art, architecture et sociétés camerounaises*. Editions de La Route des Chefferies.
- Lavachery P., Mac Eachern S., Tchago B., Gouem Gouem B., Kinyock P., Mbairo J., Mbida C. & Nkokonda O., 2005a – Cultural heritage management in Central Africa: regional survey on the Chad-Cameroon oil pipeline. *Antiquity*, 79, 303 : 56-60.
- Lavachery P., Mac Eachern S., Tchago B., Gouem Gouem B., Kinyock P., Mbairo J., Mbida C. & Nkokonda O., 2005b – Komé to Ebomé: Archaeological research for the Chad Export Project, 2000-2003. *Journal of African Archaeology* 3, 2 : 175-193.
- Lavachery P., Mac Eachern S., Tchago B., & Mbida Minzie C., 2010 – De Komé à Kribi: archéologie préventive le long de l'oléoduc Tchad-Cameroun, 1999-2004. *Journal of African Archaeology Monograph Series*, Volume 5.
- Oslisly R., 2010 – Une décennie d'archéologie de sauvetage et préventive au Cameroun (2000-2010). *Les nouvelles de l'archéologie*, n° 120-121 : 75-80.
- Oslisly R. & White L., 2003 – Etude des traces de l'impact de l'homme sur l'environnement au cours de l'holocène dans deux régions d'Afrique centrale forestière: la réserve de la Lopé (Gabon) et le sanctuaire du Banyang Mbo (Cameroun). In A. Froment et J. Guffroy. (Eds). *Peuplements anciens et actuels des forêts tropicales* : 77-87.
- Oslisly R. & Assoko Ndong A., 2006 – *Archéologie de sauvetage sur la route Médoumane Lalara. Vallée de l'Okano – Gabon*. Libreville, WCS Editions.
- Oslisly R., Kinyock P., Ngouoh F., Nkokonda O. & Nlend P. 2008 – *Etude archéologique du site de Dibamba*. Rapport final. Douala, AES Sonel & KPDC.
- Oslisly R., Kinyock P., Nlend P., Ngouoh F. & Gouem Gouem B. 2010 – *Etude archéologique du site de Mpolongwé Kribi*. Rapport final. Douala, AES Sonel & KPDC.
- Ould Mohamed Naffé B., Lanfranchi R. & Schlanger N. (Eds). 2008 – *L'archéologie préventive en Afrique : enjeux et perspectives*. Nouakchott, Sèpia Editions.

A photograph of an archaeological excavation site. In the foreground, a woman in a red shirt and white shorts is kneeling on the ground, working with a trowel. In the background, another woman in a blue shirt is also kneeling, looking down at the ground. The ground is reddish-brown soil with some tools and equipment scattered around.

PATRIMOINES

Une archéologie pour le développement

Coordonné par
Jean-Christophe Galipaud
et Dominique Guillaud

ελδ

Patrimoines

Une archéologie pour le développement

Coordonné par
Jean-Christophe Galipaud
et Dominique Guillaud

ελδ

Photo de couverture : Jean-Christophe Galipaud
Création graphique de la couverture et de l'intérieur : Massimo Miola (www.miola.net)
Mise en page, infographie : Laurence Billault

Impression : COM in the BOX (www.cominthebox.fr)

ISBN 979-10-92006-03-2

Tous droits réservés
© Les Éditions La Discussion, 2014

Les Editions La Discussion, 39 rue Léon Bourgeois, 13001, Marseille